

**MAIRIE  
de VILLEGLY**

**PERMIS DE CONSTRUIRE  
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Demande déposée le 26/02/2019 et complétée le 26/02/2019		N° PC 011 426 19 D0004
Demande affichée en mairie le :		
Par :	Monsieur SABATA Arnaud	
Demeurant à :	11 rue du Parazols 11600 VILLEGLY	
Sur un terrain sis à :	CHEMIN DU CROUZET 11600 VILLEGLY AD 126	
Nature des Travaux :	maison individuelle en RDC avec annexe abri voiture et clôtures	

### Le Maire de VILLEGLY

VU la demande de permis de construire présentée le 26/02/2019 par Monsieur SABATA Arnaud, Madame NOVOSAD Anaïs,

VU l'objet de la demande

- pour maison individuelle en RDC avec annexe abri voiture et clôtures ;
- sur un terrain situé CHEMIN DU CROUZET
- pour une surface de plancher créée de 148.71 m<sup>2</sup>;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 09/01/2012, modifié et révisé le 03/08/2015, modifié le 26/06/2017 et révisé le 09/07/2018, (zone UBa)

Considérant le plan de prévention des risques d'inondation approuvé sur la commune de Villegly en date du 13 décembre 2012.

Considérant la parcelle cadastrée AD 126, qui se situe en dehors de la zone inondable définie dans ce document.

Considérant, *par contre,* que cette parcelle est incluse dans la zone inondable définie par l' Atlas des Zones Inondables.

Considérant l'AZI (atlas des zones inondables) réalisé en 2010 à l'initiative de la DREAL Languedoc Roussillon, par le bureau d'études EGIS.

Considérant que ce document est à vocation informative et est utilisé dans le cadre de l'application de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme en l'absence de PPRi sur un ruisseau dans le cadre des avis sur autorisations d'urbanisme.

Considérant que la réglementation correspondant à l'aléa hydrogéomorphologique doit s'appliquer.

Considérant que dans cette zone, les constructions nouvelles d'habitation sont autorisées mais la cote du plancher doit se situer au moins 0,60 m au-dessus de la cote moyenne du terrain naturel.

Considérant que suivant les coupes jointes au dossier cette prescription est respectée.

**ARRETE**

**Article 1 :** Le présent Permis de Construire est **ACCORDE**

VILLEGLY, le 19 AVR. 2019  
Le Maire,  
Alain MARTY,



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 et suivant du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée deux fois par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement),
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances